

Nouvelles locales du mardi 10 juin 2014

@rib News, 10/06/2014 ĩ Droit de lâ€™Homme - Lâ€™Assemblée nationale du Burundi a lancé un appel   candidature pour le recrutement des personnes qui devront faire partie de la CVR. La date limite de dépôt des candidatures a été fixée au 27 juin courant même si la date de la signature de ce communiqué n est pas mentionnée. Les personnes intéressées devront être de nationalité burundaise, avoir 35 ans au moment du dépôt de la candidature et jouir de leurs droits civils et politiques. Elles ne devront non plus avoir une quelconque responsabilité dans les différents conflits qui se sont succédés au Burundi et qui ont touché aux droits de lâ€™homme. [isanganiro]

- Les observateurs continuent toutefois d affirmer que cette commission ne viendra aider en rien la population burundaise. En effet, selon Maître Simon Sibomana, il est très difficile voire impossible d avoir confiance en cette commission qui sera mise en place en violation de ce que les Burundais avaient eux-mêmes souhaité et demandé   travers les accords d Arusha et les consultations nationales, ce que le Burundi et les Nations Unies s taient convenus dans ce sens que la vérité ne sera pas connue et que lâ€™effet escompté lors de la prévision de cette commission estompé. Il constate que ceux qui vont mettre en place cette commission ne veulent pas que cette vérité que les burundais ont tant besoin soit connue de tous. Après tout, il estime qu il y a encore une chance de redresser les choses.

Ainsi, il demande   lâ€™assemblée nationale d user de la plus grande sagesse et qu elle aille doucement dans le v nement des commissaires pour que ces derniers ne soient pas ceux qui sont accusés de quoi que ce soit dans lâ€™histoire du pays afin que chacun soit tranquilisé quant au résultat du travail de cette commission. [isanganiro] ĩ Politique - Lors de lâ€™atelier qui s est tenu hier réunissant les politiciens, les organisations de la société civile et le BNUB, il s est remarqué que des professionnels des médias. Selon lâ€™association burundaise des radiodiffuseurs, il est incompréhensible que les journalistes ne soient pas associés dans cet atelier et qu il y ait en somme des points qui les concernent dans les conclusions. Le président de lâ€™ABR estime qu il s agit peut être d un oubli, mais un oubli qui ne peut pas   moins on se réfère au rôle joué par les médias dans de telles périodes. Vincent Nkeshimana dit qu ils ont été d entendre cela via les reportages et constate qu il s agit d un manque de considération du travail fait par les

les organisateurs de cet atelier ont manifesté. [rpa/isanganiro/bonesha/rtr] - Tous les points convenus entre les participants   cet atelier concernent la bonne tenue des élections de 2015. En effet, le gouvernement s est engagé   assurer la paix et la sécurité pour toute la population et   faciliter la libre compétition de tous ceux qui voudront se faire  lire   différents échelons. Lâ€™administration devra aussi ne pas se mêler du comptage des voix après les différents scrutins. Les partis politiques quant   eux devront faire en sorte que leurs membres et surtout les jeunes respectent les conclusions de cet atelier. Chacun devra aussi respecter les autres membres des partis politiques différents du sien. [rtnb/rpa/isanganiro/bonesha]

- Lâ€™ADC-Ikibiri trouve que le chemin est encore long en ce qui est de la préparation des élections démocratiques, libres et transparentes au Burundi. Selon le président de cette coalition, la tranquillité de la population n est pas du tout assurée puisque les partis politiques sont en perpétuel conflit avec les administratifs et que les partis politiques sont aussi en conflits entre eux. Léonce Ngendakumana trouve aussi que si la question des Imbonerakure n est pas réglée, le pays ne peut pas organiser des élections qui soient crédibles. Il constate que les emprisonnements abusifs des politiciens et des membres de la société civile ainsi que le mandat probable de Pierre Nkurunziza en 2015 qui est contre la constitution et les accords d Arusha sont autant de facteurs qui peuvent engendrer du chaos dans le pays suite   la violation de la loi que ces facteurs entraînent. Selon lui, il faut un dialogue pour que chacun donne sa contribution sur la manière d radiquer tous ces problèmes. [isanganiro/bonesha]

ĩ Diplomatie - Réagissant   la demande du BNUB de revoir la décision du gouvernement burundais de renvoyer un fonctionnaire des Nations Unies en poste   Bujumbura après que des munitions aient été découvertes dans ses valises   lâ€™a ropor international de Bujumbura, le ministre burundais des relations extérieures et de la coopération internationale trouve qu est normal que des personnes qui travaillent ensemble soient contraints de se parler sur un ton inhabituel. Selon Laurent Kavakure, lâ€™essentiel est que les concernés s assoient ensemble et trouvent des solutions eux problèmes qui surgissent. Il reste toutefois convaincu que lâ€™expulsion de cette personne ne va pas entacher les relations entre le Burundi et les Nations Unies et affirme que la coopération continuera a être menée comme d habitude. [rtnb/rpa/isanganiro/bonesha/rtr]

ĩ Justice - Le FOSC trouve que la décision de maintenir le président de lâ€™APRODH en prison montre bien qu il y a dans ce pays des personnes qui prennent des décisions en lieu et place des juges. Le président de ce forum trouve que les juges de la cour d appel devraient être indépendant comparativement   ceux du tribunal de grande instance. Malgré cela, Vital Nshimirimana estime que la décision leur a été dictée d ailleurs et qu ils ont perdu leur indépendance. Selon lui, la justice sera toujours utilisée par d autres personnes pour des fins r vou es si elle est composée par des magistrats   qui il est impossible de se tenir debout devant les sollicitations du pouvoir. Il demande la prise de conscience pour ces magistrats afin de redorer lâ€™image de ce corps en général et leur propre image en particulier. [rpa]

- Un membre du parti MSD vient de passer 4 jours dans la prison centrale de Mpimba alors que les médecins traitants avaient demandé qu il soit transféré   lâ€™étranger pour se faire soigner. Roge été arrivé après les incidents du 8 mars dernier   la permanence nationale du parti MSD où la police et les militants de ce parti se sont rentrés dedans. Il a ensuite été admis   lâ€™hôpital pour y recevoir des soins suite   une balle re sue mais il a été transféré   Mpimba où il a passé une nuit et reconduit   lâ€™hôpital. Les médecins qui le traité a qu il doit aller se faire soigner   lâ€™étranger mais, voilà qu il vient d  tre transféré   Mpimba, il y a de nombreuses associations de défense des droits de lâ€™homme demandent qu il soit libéré pour aller se faire soigner. La Ligue It estime qu il est du droit de chaque personne de se faire soigner avant toute action en justice. Lâ€™association militant pour les droits des malades trouve qu il y a eu violation de la loi. Son président estime que la constitution de la République du Burundi garantit les soins avant toute poursuite judiciaire. Moïse Ntiburuburyo admet tout de même qu il n est pas un prisonnier comme les autres mais que la loi ne fait pas de distinction. Il demande donc que cette personne soit lib r e et que la justice attende sa convalescence. [bonesha]